

Les effets du mouvement social El Kamour dans la mise en place d'un nouveau modèle de développement socio-économique à Tataouine (Tunisie)

Mourad Ben Jelloul

Université de Tunis



| The Author

Mourad Ben Jelloul, professeur de géographie à la Faculté des Sciences Humaines et Sociales de l'Université de Tunis, est chercheur associé au projet Extractivism.de (basé à l'Université de Marburg).

DOI: 10.17170/kobra-2024051710159

Extractivism Policy Brief is an Open Access online publication downloaded freely at www.extractivism.de. Readers are free to share, copy, and redistribute this document in any medium or format for any purpose, even commercially, according to the [Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 Germany \(CC BY-NC-ND 4.0\)](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/). Conditions imply that no changes are made to the text, and writers and the www.extractivism.de project are referenced correctly as the original. Extractivism Policy Briefs publish on social-economic, cultural, political, and timely topics concerning extractivism in both regions. Extractivism.de team is responsible for reviewing, fact-checking, editing, and publishing the final policy briefs. The opinions expressed in each publication are exclusive of the respective authors and do not necessarily reflect the views of the project. Extractivism.de cannot be held liable for any consequences concerning a policy brief following its publication.

© Extractivism.de, 2024, All rights reserved.

IN SHORT

FR

- La Tunisie a connu des crises socio-politiques liées à l'exploitation des ressources naturelles, principalement dans le sud du pays, au cours des deux dernières décennies.
- Ces crises ont eu des conséquences nationales et régionales, remettant en question un modèle de développement basé sur la rente et l'exploitation des ressources du sous-sol.
- Certaines régions du sud, comme Tataouine et Gafsa, sont considérées comme marginalisées, avec un taux de chômage nettement plus élevé que la moyenne nationale.
- La marginalisation persistante a conduit à des mouvements de protestation populaire, notamment le mouvement El Kamour à Tataouine en 2017, réclamant la redistribution des revenus pétroliers pour le développement régional.

EN

- Tunisia has faced socio-political crises linked to the exploitation of natural resources, mainly in the southern part of the country, over the past two decades.
- These crises had national and regional consequences, challenging a development model based on rent and the exploitation of underground resources.
- Certain southern regions, such as Tataouine and Gafsa, are considered marginalized, with significantly higher unemployment rates than the national average.
- Persistent marginalization led to popular protest movements, including the El Kamour movement in Tataouine in 2017, calling for the redistribution of oil revenue for regional development.

DE

- Tunesien erlebte in den letzten beiden Jahrzehnten sozio-politische Krisen, die mit der Ausbeutung von Rohstoffen im Süden des Landes verbunden waren.
- Diese Krisen hatten nationale und regionale Konsequenzen und stellten ein Entwicklungsmodell in Frage, das auf Renten und der Ausbeutung von Rohstoffen basiert.
- Die südlichen Regionen Tunesiens, wie Tataouine und Gafsa, gelten als marginalisiert, mit deutlich höheren Arbeitslosenquoten als der nationale Durchschnitt.
- Die anhaltende Marginalisierung führte zu Protestbewegungen, darunter die Bewegung El Kamour in Tataouine im Jahr 2017, die die Umverteilung der Öleinnahmen und deren Nutzung für regionale Entwicklung forderte.

ES

- Túnez ha experimentado crisis socio-políticas relacionadas con la explotación de recursos naturales, principalmente en el sur del país, durante las dos últimas décadas.
- Estas crisis tuvieron consecuencias a nivel nacional y regional, desafiando un modelo de desarrollo basado en la renta y la explotación de recursos subterráneos.
- Algunas regiones del sur, como Tataouine y Gafsa, se consideran marginadas, con tasas de desempleo significativamente más altas que el promedio nacional.
- La marginación persistente llevó a movimientos de protesta populares, incluido el movimiento El Kamour en Tataouine en 2017, que pedía la redistribución de los ingresos petroleros para el desarrollo regional.

Introduction

La Tunisie a connu lors des deux dernières décennies des crises socio-politique liées à l'exploitation des ressources naturelles dans le sud du pays. Ces crises qui ont eu des conséquences frappantes à l'échelle nationale et régionale, constituent un événement à la fois circonscrit dans le temps et récurrent (Guy, 2016) et marquent l'ébranlement d'un modèle de développement qui repose entre autres sur la rente et l'exploitation des ressources du sous-sol. Ce modèle qui a atteint ses limites, a été remis en question par les différents acteurs sociaux et politiques que ce soit au niveau national, régional ou local. Ces acteurs ont tous appelé à son dépassement et son remplacement par un nouveau modèle qui repose sur la bonne gestion et la bonne gouvernance des ressources naturelles d'une part, et l'équité socio-spatiale dans la redistribution des ressources de la rente d'autre part.

Certaines régions du sud tunisien, à l'image de Tataouine et Gafsa, sont considérées comme des régions marginalisées et se caractérisent par un taux de chômage nettement plus élevé que la moyenne nationale (28,4 pour cent à Gafsa et 26,1 pour cent à Tataouine en 2014 selon l'Institut National de Statistique) et un sous équipement important en infrastructure. Cette marginalisation qui a perduré après la révolution du 17 décembre 2010, est à l'origine de la naissance d'un mouvement de protestation populaire

qui a frappé plusieurs régions du sud. Si pour le bassin minier de Gafsa les protestations ont commencé dès 2008 et ont repris après la révolution, celles de Tataouine ont commencé en 2017 par suite de l'éclatement d'un mouvement de protestation populaire non encadré qui réclamait la redistribution des revenus tirés de l'exploitation des ressources pétrolières.¹ En effet, ce mouvement de contestation sociale qui a échappé au contrôle des structures d'intermédiation traditionnelle, demandait qu'une partie des revenus (20 pour cent) tirés des ressources pétrolières extraites du gouvernorat de Tataouine soit consacrée à la création de postes d'emploi et au développement de la région.

La problématique de cette recherche consiste à analyser le mouvement social du Kamour et de voir dans quelle mesure il a constitué un facteur important dans la remise en cause du rôle de l'extractivisme dans le développement territorial et la mise en place d'un nouveau modèle de développement régional pour le gouvernorat de Tataouine ?

Dans ce Policy Brief nous nous limiterons à l'analyse du rôle du mouvement social El Kamour dans la prise de conscience de la nécessité de repenser le rôle de l'extractivisme dans le développement régional au gouvernorat de Tataouine.

Eruption de protestations dans les régions marginalisées de la Tunisie

Les contestations collectives dans les pays en transition démocratique sont orientées vers de nouvelles revendications d'ordres sociale et économique, notamment lorsque les acquis en matière de libertés d'expression et des droits politiques et civils ne s'accompagnent pas par des droits sociaux (McCarthy, 2022). Si la réalisation des droits sociaux est en retard sur les libertés politiques, les protestations peuvent représenter un défi important pour la nouvelle démocratie (Silva et Rossi, 2018). Ce contexte socio-politique explique la marginalisation des partis et des

institutions politiques formelles et favorise l'émergence des revendications qui échappent au contrôle de ces institutions et qui peuvent prendre des formes autonomes (Flesher Fominaya, 2015).

En Tunisie, les mouvements de protestation collectives guidées par des demandes socio-économiques après la révolution du 17 décembre 2010 peuvent être interprétés comme un outil pour la lutte des classes populaires pauvres qui ont peu d'accès à l'arène politique (Weipert-Fenner et Wolff, 2020). Les groupes

¹ Cette mutation a eu lieu pour la première fois en 2016 à Kerkennah (gouvernorat de Sfax) suite à l'éclatement d'un mouvement social qui exigeait l'obtention d'une part des bénéfices dégagés par la société de pétrochimie Petrofac.

marginalisés se sont mobilisés afin de s'imposer comme acteur vis-à-vis de l'Etat, tout en exigeant des réformes démocratiques plus profondes utilisant de nouvelles formes de contestations (sit-in, blocage de routes...) en contraste avec les formes classiques de revendications institutionnelles utilisées par les acteurs politiques et les syndicats (McAdam et al., 2001, p. 7).

La révolution a permis la mise en place d'un système démocratique en Tunisie qui a favorisé la tenue d'élections multipartites en 2011 pour le choix d'une constituante qui a voté une nouvelle constitution et a instauré un nouveau système politique parlementaire. Lors de cette première phase qui s'est étalée jusqu'en 2014, les nouveaux acteurs politiques dominés par le parti islamiste Ennahdha ont donné la priorité à l'action politique et à contenir les contestations sociales en offrant des dizaines de milliers d'emplois dans le secteur public alors que la croissance économique était à son bas niveau causant ainsi un déficit dans les finances de l'Etat.

Suite aux élections de 2014 qui ont remodelé l'échiquier politique, le paysage politique a été marqué par l'alliance entre les deux premières forces du pays (Nidaa Tounes et Ennahdha) qui ont choisi le compromis politique malgré la divergence idéologique, entraînant une simple redistribution du pouvoir entre eux (Marzouki, 2015). Cette phase a été marquée aussi par l'absence de réformes socio-économiques profondes et la pérennité du modèle de développement hérité. En conséquence, peu de changements ont été enregistrés au niveau du développement des territoires périphériques (les régions intérieures et du sud) et la situation sociale s'est fortement aggravée avec la hausse du taux de chômage et la baisse du pouvoir d'achat des classes moyennes et pauvres.

Contrairement aux partis politiques et à la société civile qui exigeaient l'institution d'une nouvelle gouvernance territoriale qui repose sur la décentralisation et la mise en place d'un pouvoir local, les classes populaires ont formulé des revendications qui vont au-delà des droits politiques au sens étroit du terme exigeant un retour de « l'Etat » pour la création de nouveaux emplois ou d'une réaffectation des ressources.

Ce contexte de crise socio-économique a affaibli la confiance du public dans les institutions et les partis politiques à cause entre autres de la recrudescence de la corruption administrative et du clientélisme politique. Ainsi, à la veille des événements du Kamour, et selon un sondage réalisé en 2016 par le Baromètre arabe, la confiance des tunisiens n'a pas dépassé 35 pour cent pour le gouvernement et le secteur de la justice, 20 pour cent pour le parlement et 19,9 pour cent pour les partis politiques (Arab Barometer, 2016).

Depuis cette date, la Tunisie a connu l'un des taux de mobilisation sociale les plus élevés dans le monde par habitant. L'année 2017, par exemple, a connu 11 000 mobilisations sociales individuelles ou collectives contre les injustices sociales et environnementales (Temlali, 2018). La plupart des protestations n'étaient pas encadrées par des partis politiques mais plutôt caractérisées par des formes d'organisation autonomes, motivées par des demandes d'emplois (Jöst, 2020 ; Weipert-Fenner, 2020), ou des campagnes de lutte contre la corruption (Chomiak et Salman, 2016).

En effet, l'activité politique se déroulait, en partie, en dehors des structures partisans, dans le cadre de réseaux informels. Les participants dans ces activités étaient des personnes ordinaires qui voulaient produire un changement social en l'absence d'idéologie, sans leadership et sans aucune forme d'organisation (Bayat, 2013, p. 15).

Dans le sud-est de la Tunisie, un mouvement social a éclaté à partir de février 2017 durant quatre mois, dans le gouvernorat de Tataouine, à 500 kilomètres au sud de Tunis pour protester contre le chômage et le sous-développement de la région. Des centaines de chômeurs ont organisé un sit-in et ont ensuite fermé un oléoduc pour réclamer des milliers de nouveaux emplois et une augmentation des dépenses de l'Etat dans leurs régions. Les manifestants d'El Kamour ont refusé d'être encadrés par les partis politiques et les syndicats et ont intensifié leurs actions en négociant directement avec les représentants du gouvernement sans toutefois contester la légitimité de l'Etat.

Emergence de la mobilisation sociale et du mouvement El Kamour dans la région de Tataouine

Contrairement aux autres régions du sud (Gafsa, Médenine ou Gabes), le gouvernorat de Tataouine se caractérise par un contexte particulier qui n'a pas favorisé le développement des mouvements contestataires même à l'époque des régimes autoritaires : faiblesse du fait urbain, une économie pastorale dominante, absence d'industrie, aucune tradition syndicale, un système foncier prédominé encore par les terres collectives, une société civile peu active, soit des éléments qui ne favorisent pas la constitution de réseaux pour des fins de mobilisation collective malgré l'existence de structures tribales fortes.

En conséquence, les populations locales, pauvres en ressources, participaient rarement aux protestations parce qu'elles manquaient de réseaux et d'organisations mobilisatrices (Ekiert et Kubik, 1998 ; Van Aelst et Walgrave, 2001). Ce sont les structures partisans du parti au pouvoir, Rassemblement Constitutionnel Démocratique (RCD),² qui jouaient l'intermédiation entre les autorités et la population afin de satisfaire les demandes émanant de groupes marginalisés qui ne disposaient pas de ressources pour se mobiliser. La prééminence des structures tribales dans la société a favorisé le développement, de la part du RCD, d'un clientélisme qui a revêtu une ampleur remarquable (Ben Jelloul, 2014).

Le contexte post révolutionnaire caractérisé par la liberté d'expression et le développement spectaculaire des réseaux sociaux dans les rangs des jeunes a représenté un champ favorable à la naissance d'un mouvement social initié par les jeunes chômeurs diplômés et non diplômés qui ont perdu confiance en la classe politique et le pouvoir central. Ce dernier n'avait pas répondu à leurs demandes d'emplois et de meilleures conditions de vie.

En effet, plusieurs travaux ont montré que la mobilisation des chômeurs en particulier ne dépendait pas nécessairement des ressources des médiateurs politiques, elle peut se développer en cas de forte augmentation du chômage et lorsque les réseaux

s'organisent à travers un « ancrage au local » (Chabanet et Faniel, 2012, pp. 13-14), ou lorsque la syndicalisation est en déclin (Baglioni et al., 2008). Ces conditions se sont regroupées pour le cas de Tataouine à cause du développement du mécontentement populaire dû entre autres à la hausse spectaculaire du chômage notamment dans les rangs des jeunes diplômés. Ainsi, au moment du déclenchement du mouvement social du Kamour en 2017, la crise socio-économique à Tataouine était aiguë, avec un taux de chômage de 32,4 pour cent (45,9 pour cent pour les jeunes diplômés) (ODS, 2018). Ainsi, la hausse du chômage et en particulier des jeunes diplômés a été le principal facteur de la mobilisation.

Cependant, la mobilisation collective et sa traduction dans un mouvement social n'est pas toujours liée à l'existence d'un mécontentement populaire. Des conditions doivent se conjuguer afin de permettre l'émergence de ce mouvement social (Neveu, 2005). Pour le cas du gouvernorat de Tataouine, quatre facteurs dont certains sont assez spécifiques au territoire local ont favorisé l'émergence de la contestation collective et la naissance du mouvement social.

En premier lieu, les restrictions imposées au commerce informel à travers la frontière libyenne ont frappé de plein fouet l'économie locale. Ces restrictions qui ont entraîné le déclin de l'économie frontalière avec la Libye se sont aggravées avec la présence militaire ayant fortement limité les itinéraires de contrebande (Meddeb, 2021). Cette situation a donné une forte motivation pour tous ceux qui vivaient du secteur informel et de la contrebande pour rejoindre le mouvement et le soutenir matériellement et moralement.

En deuxième lieu, le mouvement social a mobilisé les structures tribales et a fait fonctionner les liens de parenté afin de constituer un environnement social favorable au mouvement en mettant en exergue la mauvaise qualité des services publics et l'absence des équipements et des services de proximité dans le gouvernorat. Ainsi, le mouvement a gagné la sympathie

² Le parti au pouvoir en Tunisie jusqu'à sa dissolution en 2011.

et le soutien de la majorité des populations et a pu les mobiliser lors des épisodes de confrontation avec le pouvoir.

En troisième lieu, la communication via les réseaux sociaux et notamment Facebook a, d'une part, permis aux leaders du mouvement d'informer et de mobiliser l'ensemble de la communauté locale pour réussir leurs causes et a, d'autre part, donné au mouvement une ampleur nationale et même internationale en lui apportant le soutien des forces vives de la société malgré le fait que cette communication ait joué un rôle négatif auprès d'une large frange de la société tunisienne qui a rejeté ce mouvement et stigmatisé son leader par suite de ses apparitions directes sur Facebook et son discours considéré comme extrémiste.

En dernier lieu, l'existence de leader à fortes ressources personnelles est fondamentale mais insuffisante particulièrement quand la base sociale de la mobilisation considérée dispose de « faibles ressources » (Mouchard, 2010). Le porte-parole du mouvement Tarak Haddad a su gérer la contestation et mobiliser la population locale qui l'a fortement soutenue notamment lorsqu'il fut arrêté.

Ces facteurs favorables à l'émergence du mouvement social ont été suivis par l'adoption par la coordination d'El Kamour d'une stratégie qui consistait à inscrire la contestation dans l'espace public. Une démarche évolutive a permis au mouvement de gagner du terrain et de faire irruption, défiant ainsi l'autorité régionale et nationale. L'occupation de l'espace public fut

matérialisée dans un premier temps par des sit-in devant les lieux du pouvoir (Mouchard, 2010) à savoir le siège du gouvernorat. Dans un deuxième temps, le mouvement s'est déplacé en dehors de la ville³ à 90 kilomètres au sud, à la jonction de la route d'El Kamour permettant ainsi la construction d'un espace public « alternatif ». En dernier lieu, la décision a été prise pour la fermeture de l'oléoduc afin de montrer au pouvoir central la détermination des contestataires et la radicalisation de leur mouvement afin d'obliger l'Etat à satisfaire leurs demandes.

Le mouvement s'empare de la toponymie du lieu « El Kamour » qui devient son symbole et constitue désormais l'identité qui le lie à la ressource pétrolière autour de laquelle tourne le conflit avec l'Etat pour la redistribution de la rente pétrolière. Le mouvement sera identifié par l'appellation « Coordination d'El Kamour ».

Ce mouvement s'est démarqué dès le début des partis politiques et des structures syndicales. Les contestataires se sont auto-organisés selon un modèle participatif, qui a impliqué quatre-vingts représentants des quartiers de Tataouine et des villages voisins pour tracer une stratégie. Parmi eux, une douzaine ont formé une « Coordination du sit-in de Kamour ».

La fin de la première phase du mouvement a débouché sur l'acceptation du gouvernement des demandes des manifestants, promettant 4 500 nouveaux emplois et 80 millions de dinars (32 millions de dollars) de dépenses annuelles de développement, selon l'accord signé entre les deux parties.

| Le rôle des acteurs locaux dans un nouveau modèle de développement : la redistribution des revenus pétroliers

Pour la première fois dans l'histoire de la Tunisie, le pouvoir central négocie directement avec les acteurs locaux sans aucun recours aux structures traditionnelles

de négociation (organisations professionnelles, structures partisans, société civile...). En effet, les protestataires ont proposé un modèle économique

³ Au mois de mars 2017, plusieurs dizaines d'hommes du village de Ksar Ouled Debbab, situé à 10 kilomètres au sud-ouest de Tataouine, ont dressé des barrages routiers avec des pneus enflammés pour arrêter les camions se dirigeant vers les champs pétroliers au sud, en signe de protestation contre le chômage. En quelques jours, les barrages routiers se sont étendus aux villages environnants et à la ville de Tataouine, accompagnés de pancartes sur lesquelles on pouvait lire : « Le pétrole est un droit collectif ».

alternatif dans lequel un nouveau système de redistribution de la rente émanant des ressources pétrolières pourrait financer le développement social local (Ajl, 2019).

Le mouvement d'El Kamour s'appuyait sur une critique du modèle de l'extraction des ressources naturelles qui se fait dans les territoires du sud marginalisé et qui profitent aux régions littorales plus prospères de la Tunisie. Pour le cas d'El Kamour, l'extractivisme a constitué un stimulant pour les revendications des manifestants et a orienté leur répertoire d'action. Les revendications ont porté d'une part sur la nécessité d'offrir des emplois dans les sociétés pétrolières et d'autre part ont exigé une redistribution et un partage des revenus pétroliers.

Si les contestations ont démarré avec une simple demande d'emplois pour les centaines de jeunes chômeurs diplômés et non diplômés, l'émergence du mouvement et la solidarité qui est apparue entre les différentes composantes de la société locale a fait mûrir les revendications qui se sont transformées en une remise en cause du système en vigueur vers

l'instauration d'une équité socio-spatiale et une mise en place par l'Etat d'un système de redistribution plus équitable. Les contestataires se sont référés à plusieurs reprises à la constitution de 2014 qui ne considère plus les ressources naturelles comme propriété de l'Etat mais plutôt propriété publique qui appartient au peuple, ce qui justifie leurs demandes d'instaurer un nouveau modèle de développement plus équitable vis-à-vis des régions pauvres.

En effet, les négociations ont permis de prendre des mesures en faveur de la région dont les principales consistent à mettre en place un fond annuel de développement et un autre d'investissement, s'élevant, chacun, à 80 millions de dinars, et à l'embauche de 125 personnes par les compagnies pétrolières de la région ainsi que le recrutement de 1000 personnes par une société dite d'environnement. De plus, un budget de 2,2 millions de dinars a été alloué au financement de projets de jeunes chômeurs et une aide financière de 1,2 million de dinars a été accordée aux associations de développement. Enfin, 2,6 millions de dinars ont été accordés aux municipalités du gouvernorat.

Recommandations pour un développement régional équitable et durable

Les enseignements à tirer de l'expérience du mouvement El Kamour doit orienter les décideurs politiques vers une révision profonde du modèle de développement et de gouvernance territoriale qui doit reposer entre autres sur la répartition de la rente au profit des territoires marginalisés et dont le but doit être la diversification de la base de l'économie régionale.

L'Etat doit dépasser la politique de saupoudrage qu'il pratiquait depuis la période pré révolution dans ces territoires. L'exemple le plus significatif concerne les sociétés de l'environnement, de plantation et de jardinage qui ont été créées dans les zones pétrolifères (et auparavant (2008) dans le bassin minier de Gafsa) dans le but d'acheter la paix sociale. Cette initiative qui a permis de créer des postes emploi pour les jeunes longuement marginalisés, n'a eu aucun effet ni sur

l'environnement ni sur la baisse du chômage, étant donné que les emplois créés étaient précaires. L'Etat doit revoir cette politique en orientant la manne financière importante consacrée à ces sociétés vers un fonds de développement qui peut être mis à la disposition du conseil régional de développement de Tataouine ou du conseil de district numéro 5 récemment créé et qui englobe les gouvernorats de Gabes, Médenine, Tataouine et Kébili.

Il est également nécessaire que les pouvoirs publics cèdent une partie de leurs prérogatives dans le domaine de la gouvernance territoriale en donnant plus de pouvoir et d'autonomie aux conseils locaux, régionaux et de districts qui doivent décider du modèle de développement à adopter dans leurs territoires respectifs.

Conclusion

Le mouvement d'El Kamour, sans remettre en cause la légitimité de l'Etat, et par le biais d'une action directe orientée vers le pouvoir central, a atteint ses objectifs de modifier de façon visible le mode de partage de la rente issue de l'extractivisme. Une partie de cette rente revient désormais à la région grâce au fond annuel de développement et d'investissement géré par le conseil régional (qui est une structure décentralisée) et mis au service de projets régionaux de développement. Le discours mobilisateur des leaders du mouvement d'El Kamour a lié le « développement » au droit au travail et à la revendication d'une part équitable des richesses

énergétiques, tout en inscrivant ces revendications dans le processus de la lutte de la population pour instaurer une équité spatiale (Ajl, 2019).

Cependant, les mesures prises par le pouvoir demeurent insuffisantes et doivent aller plus loin en accordant plus d'autonomie aux structures décentralisées récemment créées et en dotant ces territoires marginalisés de plus d'équipements publics et d'infrastructures de base afin de mieux les intégrer avec le reste du territoire national et permettre en conséquence leur mise à niveau.

Références

- Ajl, Max. (2019). « Development by popular protection and Tunisia: the case of Tataouine. » *Globalizations* 16(7): 1215-1231.
- Arab Barometer. (2016). *Tunisia Five Years after the Revolution*. https://www.arabbarometer.org/wp-content/uploads/Tunisia_Public_Opinion_Survey_2016_Democracy.pdf.
- Baglioni, Simone, Baumgarten, Britta, Chabanet, Didier et Lahusen, Christian. (2008). « Transcending Marginalization: The Mobilization of the Unemployed in France, Germany, and Italy in a Comparative Perspective. » *Mobilization: an International Quarterly* 13(3): 323–335.
- Bayat, Asef. (2013). *Life as Politics: How Ordinary People Change the Middle East*. Stanford University Press.
- Ben Jelloul, Mourad. (2014). « Contestations collectives et soulèvement du 17 décembre 2010. La révolte des quartiers populaires de Sidi Bouzid (Tunisie). » *Les Cahiers d'EMAM* 22 : 71-115.
- Chabanet, Didier et Faniel, Jean. (2012). « Introduction: The Mobilization of the Unemployed in a Comparative Perspective. » Dans Didier Chabanet et Jean Faniel. (Eds.). *The Mobilization of the Unemployed in Europe. Europe in Transition: The NYU European Studies Series* (1-27). New York: Palgrave Macmillan.
- Chomiak, Laryssa et Salman, Lana. (2016). « Refusing to Forgive: Tunisia's Maneesh M'sameh Campaign. » *Middle East Report* 281 (Winter): 28-32.
- Ekiert, Grzegorz et Kubik, Jan. (1998). « Contentious Politics in New Democracies : East Germany, Hungary, Poland, and Slovakia, 1989-93. » *World Politics* 50(4): 547–581.
- Flesher Fominaya, Cristina. (2015). « Debunking Spontaneity: Spain's 15-M/Indignados as Autonomous Movement. » *Social Movement Studies* 14(2) : 142–163.
- Guy, Stéphane. (2016). « Réflexions sur la crise. » *Revue Française de Civilisation Britannique. French Journal of British Studies* 21, no. XXI-2.
- Jöst, Prisca. (2020). « Mobilization Without Organization: Grievances and Group Solidarity of the Unemployed in Tunisia. » *Mobilization: an International Quarterly* 25(2): 265–283.
- Marzouki, Nadia. (2015). « Tunisia's Rotten Compromise. » *Middle East Research and Information Project*, 7 octobre 2015. <https://merip.org/2015/07/tunisia-rotten-compromise/>.
- McAdam, Douglas, Tarrow, Sidney et Tilly, Charles. (2001). *Dynamics of Contention*. Cambridge University Press.
- McCarthy, Rory. (2022). « Transgressive protest after a democratic transition: the Kamour Campaign in Tunisia. » *Social Movement Studies* 21(6): 798-815.
- Meddeb, Hamza. (2021). « Life on the edge: how protests in tataouine forced tunis to back down. » *Carnegie Middle East Center*.
- Mouchard, Daniel. (2010). « Les mouvements sociaux, laboratoires de la démocratie. » *La Vie des Idées*, 7 septembre 2010. <https://laviedesidees.fr/Les-mouvements-sociaux>
- Neveu, Erik. (2005). *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris : La Découverte.
- ODS. (2018). Gouvernorat de Tataouine en chiffres. <http://www.ods.nat.tn/fr/indexa.php>
- Temlali, Yacine. (2018). « La Tunisie a connu en 2017 de 11 mille mouvements de protestation (FTDES). » *Maghreb Emergent*, 18 janvier 2018. <https://maghrebemergent.net/la-tunisie-a-connu-en-2017-de-11-mille-mouvements-de-protestation-ftdes/>
- Van Aelst, Peter et Walgrave, Stefaan. (2001). « Who is that (wo)man in the street? From the normalisation of protest to the normalisation of the protester. » *European Journal of Political Research* 39(4): 461–486.
- Weipert-Fenner, Irene et Wolff, Jonas. (Eds.). (2020). *Socioeconomic Protests in MENA and Latin America: Egypt and Tunisia in Interregional Comparison*. Palgrave Macmillan.

EXTRACTIVISM

| The Project

The collaborative research project *extractivism.de* links the Universities of Kassel and Marburg. The project scrutinizes the extractivist development model and proposes new economic, political, and sociological conceptions of extractivism. It preliminarily focuses on Latin America and the Maghreb patterns. The project researches the conditions under which these patterns affect the persistence and transformative capacity of extractivism and its respective institutional settings. Finally, it explores how extractivism affects cultural processes and habitual routines and questions under what conditions and how far the development model extends into institution-building and social practice, i.e., everyday life.

The project aims to understand extractive societies not as deviants from the Western trajectory of development but in their own logic and their own particularities. The project, therefore, combines a strong empirical focus with theoretical work. It links both broad field research and data gathering of primary data and the qualitative and quantitative analysis of available secondary sources with a stringent transregional comparison. It develops methods in cross-area studies and investigates whether and why similar patterns of social change emerge in different areas and world regions despite significant cultural, social, or religious differences. Finally, the project intends to translate the findings for politics, society, and development cooperation.

Please visit www.extractivism.de for further information.

GEFÖRDERT VOM



Bundesministerium
für Bildung
und Forschung

U N I K A S S E L
V E R S I T Ä T

Phillips  Universität
Marburg